

La transition énergétique de l'Europe a un impact sur les droits de l'homme en Amérique latine.

- Depuis 1970, nous avons triplé notre consommation de ressources naturelles.
- Au Pérou, les ressources minérales représentent 60% des exportations.
- L'accord commercial entre l'Union européenne et le Pérou accroît l'activité minière dans ce pays d'Amérique du Sud.

Le 19 novembre 2019, les organisations Plataforma Europa Perú (PEP), Red EU -LAT et Justice et Paix ont organisé au Parlement européen, un débat sur les impacts négatifs de l'extraction des ressources naturelles au Pérou et les préoccupations qu'ils soulèvent concernant le développement du modèle de transition énergétique auquel l'UE s'est engagée.

Le débat, auquel ont participé les députés européens Ibán García del Blanco (S&D), Leopoldo López Gil (PPE) et Miguel Urbán Crespo (GUE), a porté sur la situation de l'extractivisme au Pérou et ses conséquences socio-environnementales telles que les conflits violents, la dégradation de l'environnement, l'augmentation des émissions de gaz polluants et l'accroissement de la pauvreté.

Les ressources minières extraites au Pérou sont fondamentales pour la transition écologique que connaît l'Europe et sont utilisées, par exemple, pour la fabrication de véhicules de haute technologie, d'énergie renouvelable et de véhicules électriques. Cependant, il a été démontré que le modèle extractif conduit à la violation des droits de l'homme dans les pays qui produisent ces ressources.

« La région sud-américaine vit un moment de crise sociopolitique, avec des protestations croissantes de tous les secteurs de la population exigeant des changements dans les modèles sociaux et politiques. La crise environnementale, les inégalités, la corruption et l'impunité sont quelques-unes des clés pour comprendre l'explosion sociale. En ce moment, l'Union européenne redéfinit son partenariat stratégique avec l'Amérique latine et a exprimé sa volonté de défendre les droits fondamentaux. C'est pourquoi nous demandons à l'UE d'adopter une position plus ferme dans la défense et la promotion des droits de l'homme et de rejeter un modèle économique extractif qui contribue à aggraver la situation dans la région de l'Amérique latine », explique Rosa Llobregat, responsable du plaidoyer du réseau EU-LAT.

Les panélistes, représentants des organisations de la société civile péruvienne

CooperAcción, Frente de Defensa y por el Desarrollo de Cotabambas, SAIPE et FEDEPAZ, ont rappelé que l'accord commercial signé entre l'UE et le Pérou aggrave encore la situation, en facilitant les investissements et le commerce et en provoquant ainsi une augmentation de la production minière qui se fait au détriment des réglementations du travail et de l'environnement du pays.

« Les accords commerciaux et les investissements étrangers exercent une pression accrue sur les ressources naturelles des pays du Sud, ce qui aggrave la crise environnementale au niveau mondial et entrave la progression des objectifs de développement durable », souligne [Géraldine Duquenne](#), responsable de l'Amérique latine à Justice et Paix (membre des réseaux EU-LAT et Plataforma Europa - Pérou).

Les organisations appellent l'UE et ses États membres à s'engager fermement en faveur de la prévention et de la protection des droits de l'homme dans le cadre de la mise en œuvre des accords commerciaux et des investissements étrangers. En outre, la nécessité pour l'UE de participer activement et de manière constructive aux négociations en cours pour l'adoption du traité contraignant des Nations unies, qui oblige les sociétés transnationales à respecter les droits humains des communautés et des populations touchées, en particulier les peuples indigènes, les femmes et les filles, a été exprimée.